

# Le circuit de Francorchamps investit 10 millions pour doper ses infrastructures

La société du circuit de F1 a augmenté en 2017 son chiffre d'affaires de 10% à 11,5 millions d'euros et son profit de 50% à 3,5 millions. Elle va investir 10 millions sur le site cette année notamment pour accueillir plus de spectateurs.

**PHILIPPE LAWSON**

2017 semble avoir été une bonne année pour la société de gestion du circuit de F1 de Spa-Francorchamps. Selon les données provisoires livrées hier par les dirigeants, elle affiche un chiffre d'affaires de l'ordre de 11,5 millions d'euros en progression 10% et un bénéfice de quelque 3,5 millions (+50%). «Le circuit va très bien et il est en état de marche. On voit l'avenir avec ambition et raison», se réjouit Melchior Wathélet, nouveau président de la SA Le circuit de Spa-Francorchamps.

L'an dernier, le circuit attiré environ un demi-million de visiteurs. La société a réalisé des investissements de 4,255 millions et en prévoit pour plus de 10 millions en 2018 afin d'améliorer les infrastructures. Il est notamment question consentir environ 1,7 million d'euros dans les voies de service pour se mettre dans les conditions d'accueillir plus de 100.000 spectateurs lors du GP de F1 (voir bilan ci-contre). «Le circuit de

Spa-Francorchamps est une infrastructure exceptionnelle pour la Wallonie, un atout à valoriser. C'est un outil exceptionnel économique, touristique, culturel et sportif qui contribue à l'image de la Wallonie sur la scène internationale», renchérit le ministre wallon de l'Économie Pierre-Yves Jéholet (MR).

La société de gestion reçoit un

subside de 3,7 millions par an de la Région wallonne pour les travaux d'infrastructures. D'après Nathalie Mailet, la directrice du circuit, 2018 s'annonce comme l'année des nouveaux services. «Nous avons déclenché les investissements en 2017 avec l'installation de 15 km de fibres optiques le long du site. 2018 sera l'année des E-games

et EDrivers club. Le wi-fi sera bientôt présent sur la totalité du circuit, la tribune sera connectée et le circuit sera cashless avec des équipements électroniques uniquement. Des accès seront totalement gérés de façon électronique, ce qui permettra un comptage précis des visiteurs», dit-elle.

Le bâtiment de l'Eau Rouge sera

renové en profondeur et la construction d'un nouvel atelier est à l'agenda de cette année.

Le calendrier 2018 est complet avec des nouveautés (Ferrari racing day, week-end McLaren, etc.). Les dirigeants veulent augmenter le nombre de jours d'exploitation (aujourd'hui de mars à novembre). Ils

souhaitent donc une révision du permis d'exploiter. En attendant, ils ont l'autorisation d'ouvrir le circuit 3 jours par mois et vont les proposer aux constructeurs pour des tests de voitures hybrides ou électriques. Nathalie Mailet espère signer un accord pour accueillir des tests de voitures autonomes.

**«Le circuit de F1 de Francorchamps est une infrastructure exceptionnelle, un atout pour la Wallonie.»**

**PIERRE-YVES JÉHOLET (MR)**  
MINISTRE WALLON DE L'ÉCONOMIE

## RETOMBÉES LA F1 A GÉNÉRÉ 20,52 MILLIONS

Selon une étude Deloitte commandée par la Sogepa, l'édition 2017 du GP de F1 à Francorchamps a généré des re-

tombées économiques pour un total net de 20,52 millions dans l'économie wallonne (+ 21% par rapport 2016). Les recettes fiscales sont estimées à 395.000 euros. Au niveau belge, les retombées sont estimées à 29,5 millions (+ 6,6%) dont des recettes fis-

cales pour 4,7 millions. 95.965 billets ont été écoulés pour le GP en 2017 (+ 7,5% par rapport à 2016) dont 90.185 billets vendus à des spectateurs étrangers (+ 8%). **Les Wallons ont acheté 2.133 billets contre 3.646 tickets pour les Bruxellois et les Flamands.**

Sur les 3 jours (25-27 août), la F1 a attiré 265.000 spectateurs dont 94% d'étrangers d'un jour. Ceux-ci ont dépensé en moyenne 119 euros par jour en Wallonie et les Wallons, 44 euros. Les touristes attirés par la course ont dépensé en moyenne 112 euros

par jour sur un court séjour (3, 4 jours). Le GP a enregistré une perte de 6,5 millions 2017 (-8,62 millions en 2016), chaque fois épongée par la Wallonie. Selon Deloitte, un euro public investi génère une valeur ajoutée de 3,15 euros en Wallonie.